



Damien Glez para Afronline

Éditorial

Bon vent au Bulletin Nyéléni !

A l'issue du forum mondial sur la souveraineté alimentaire tenue au Mali en février 2007 les mouvements sociaux qui ont porté l'initiative de ce grand rassemblement, ont décidé de créer un outil de communication et de liaison afin de poursuivre le combat pour la souveraineté alimentaire et la défense des intérêts des groupes défavorisés que sont les petits paysans et paysannes, les pêcheurs artisanaux, les peuples autochtones et ceux et celles qui vivent du pastoralisme. La situation de ces groupes ne cesse de dégrader face aux différents assauts d'un capitalisme devenu totalement inhumain. A ces attaques s'ajoute aujourd'hui l'accaparement des terres devenu une réalité que la Banque mondiale dans son dernier rapport entend légitimer. Il est donc urgent et crucial pour les mouvements sociaux de se remobiliser et de renforcer les alliances pour faire face à une offensive du néolibéralisme sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Ce bulletin entend apporter une petite pierre à l'édifice de résistance qui sera bâti pour faire échec à aux multinationales, à la banque mondiale et leurs alliés. Nous encourageons toutes les organisations et tous les mouvements engagés pour la souveraineté alimentaire à s'embarquer avec nous pour ce grand voyage.

Ibrahim Coulibali

Président de la Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali
Membre du Comité International de Coordination de la Via Campesina

Mobilisez-vous!

Du 11 au 14 Octobre:

36^e sessions du Comité pour la Sécurité Alimentaire (CFS)-FAO + réunion parallèle des organisations de la société civile – Rome, Italie

16 Octobre:

Journée Mondiale de l'Alimentation et journée de lutte contre Monsanto et les autres multinationales de l'agro-industrie

Du 18 au 29 Octobre:

Réunion de Convention sur la Diversité Biologique, Conférence des parties - Nagoya, Japon

Du 9 au 10 Novembre:

Global Aginvesting Europe - Genève, Suisse

Du 11 au 12 Novembre:

Réunion du G20 - Séoul, Corée du Sud

Du 29 au 10 Décembre:

Conférence climatique - COP 16 - Cancun, Mexique.

Abonnez-vous en ligne sur
www.nyeleni.org

Qui sommes-nous?

Au cours des dernières années, des centaines d'organisations et de mouvements se sont engagés dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la *Souveraineté Alimentaire* dans le monde. Beaucoup de ces organisations étaient présentes au Forum Nyéléni 2007, au Mali, et se sentent membres d'un mouvement pour la Souveraineté Alimentaire plus large, qui considère la déclaration *Nyéleni 2007* comme leur plateforme politique. **Le Bulletin Nyéléni se veut la voix de ce mouvement international.**

Organisations impliquées : Development Funds, ETC, Focus on the Global South, Food First, Les Amis de la Terre international, Grain, Grassroots International, IPC pour la souveraineté alimentaire, La Via Campesina, La Marche mondiale des femmes, Oxfam Solidarité, Radio Mundo Real, le Forum mondial des travailleurs de la pêche, Vétérinaires sans frontières.

Il est temps d'agir pour la souveraineté alimentaire!

Sous les feux de la rampe

Parmi les pays qui accaparent les

terres : La Chine, l'Inde, le Japon, la Malaisie et la Corée du Sud pour l'Asie ; l'Égypte et la Libye en Afrique ; le Bahreïn, la Jordanie, le Koweït, le Qatar, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis au Moyen Orient, et le Royaume Uni en Europe...

Exemples d'**investisseurs privés**: Louis Dreyfus, Deutsche Bank, Mitsubishi, Daewoo, Hyundai, Americana Group, Agrowill, Al Rabie, Foras, AgriSA, Alpcot Agro, CP Group, Abu Dhabi Fund for Development, Schroders, Barclays, Lord Jacob Rothschild, George Soros.*

Les États qui bradent leurs terres sont notamment les Philippines, le Mozambique, la Thaïlande, Cambodge, la Birmanie, le Laos, l'Indonésie, le Pakistan, le Soudan, l'Ouganda, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay, l'Ukraine, la Russie, le Kazakhstan et le Zimbabwe.*

Plus de 100 milliards de \$ étatsuniens ont déjà été mobilisés pour ces transactions (sous formes de fonds spécialisés, d'offres d'investissement groupées, etc).*

Quelle est la superficie des terres concernées ?

Un nouveau rapport du global land Project (Projet mondial pour les terres) annonce que les terres concernées pourraient totaliser 51 à 63 millions d'ha pour l'Afrique seule ! Soit précisément la taille de la France !*

Bien plus que de la Terre – un Territoire

Pour les peuples autochtones, la terre n'est pas simplement une ressource économique, c'est bien plus que cela. C'est la base de l'organisation sociale, du système économique et de l'identification culturelle de ces nations. Les peuples autochtones considèrent le foncier comme faisant partie d'un territoire plus large ou d'un domaine ancestral. Le concept de territoire ou de domaine inclut non seulement la fonction productrice d'aliments de la terre, mais aussi l'environnement naturel, l'eau, la forêt, les minéraux sous la surface, l'air et autres ressources productives.

Cette définition est une traduction de celle proposée par le document: *Agrarian Reform in the Context of Food Sovereignty, the Right to Food and Cultural Diversity: Land, Territory and Dignity*, 2006 <http://www.landaction.org/display.php?article=400>

Une nouvelle menace pour la souveraineté alimentaire: l'accaparement des terres

Partout sur la planète, **paysans et paysannes** et petits producteurs de produits alimentaires luttent pour le droit de produire de la nourriture pour eux mêmes et leur communauté ; et partout sur la planète, ce droit est menacé par les politiques de libre échange imposées depuis des années par l'Organisation Mondiale du Commerce et les Institutions Financières Internationales, qui les forcent à exporter leurs cultures ou à subir le dumping de produits vendus à des prix très faibles sur les marchés nationaux. Depuis de nombreuses années, les paysans et paysannes doivent faire face à **une concentration de la propriété foncière et exigent des réformes agraires**. De leur côté, les gouvernements tentent de criminaliser les mouvements qui occupent directement des terres afin de les cultiver et, plutôt que de prêter l'oreille aux appels à la réforme agraire et pour la souveraineté alimentaire, collaborent avec les intérêts privés pour mettre en œuvre des politiques allant à l'encontre d'une juste redistribution des terres.

Les gouvernements et les entreprises privées volent les terres !

Aucours des dix dernières années, **firmes privées et gouvernements étrangers ont investit davantage et acquis de vastes superficies de terres arables** dans d'autres pays – tout particulièrement en Afrique et en Asie - mais aussi en Amérique Latine et en Europe de l'Est, qu'ils destinent à la production et aux exportations agricoles. La crise alimentaire et la crise financière mondiale ont provoqué **l'intensification ces deux dernières années** de ce phénomène alarmant. D'un côté, il existe des **pays** qui s'efforcent d'assurer la sécurité alimentaire à long terme de leur population. C'est le cas par exemple de la Chine, du Japon, de la Malaisie, de la Corée du Sud et des Émirats Arabes Unis (*). Ils accaparent des terres pour la production de cultures vivrières destinées à l'exportation à bas prix. C'est souvent le moyen pour un pays de restructurer ou d'« externaliser » sa production alimentaire. Par exemple en Corée du Sud, délocaliser les cultures vivrières à bas coût au Cambodge s'avère plus « juteux » que de produire directement de la nourriture dans le pays. Et de l'autre côté, on trouve les **investisseurs privés**, grosses sociétés et co-entreprises –incluant les gouvernements - qui considèrent la terre comme une nouvelle source d'investissement financièrement sûr. Nombre d'entre eux accaparent des terres pour y faire des monocultures à grande échelle destinées aux agrocarburants ou à la compensation carbone. Ces **accords controversés** sur les terres sont généralement signés **dans le plus grand secret** et ne donnent presque jamais lieu à une **concertation en bonne et due forme avec les communautés locales** (**).

Le rapport tant attendu de la Banque mondiale soutient l'accaparement des terres !

Le 8 septembre 2010, la Banque mondiale a finalement rendu public son rapport sur l'accaparement des terres. En 2009, l'institution s'était engagée à publier un **rapport complet** concernant ce phénomène inquiétant. Pourtant, même la Banque mondiale, qui travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et les grandes entreprises, a éprouvé **quelques difficultés à accéder à des informations détaillées**. Ce rapport dénonce en fait le **manque de transparence** affichée par la majorité de ces accords ; indique combien de fois ces transactions ont mis en **danger les droits des communautés locales** et souligne l'importance des petites exploitations. Et même comme cela, au lieu de condamner ces assauts contre la **souveraineté des peuples**, la Banque continue de penser que l'accaparement des terres et les exploitations agricoles à grande échelle peuvent représenter un accord dont tout le monde bénéficie, utilisant l'expression en vogue « win-win ». Les petits producteurs agricoles nourrissent la planète depuis des siècles et diverses études ont démontré que des les exploitations agricoles réduites produisent beaucoup plus à l'hectare que les plus grosses (***) . Au lieu de cela, la Banque mondiale semble justifier l'accaparement des terres par la nécessité d'**augmenter la productivité** en se servant de modèles agro-industriels **non durables**. À cet effet la Banque Mondiale a publié en janvier 2010 une **série de principes pour un accaparement des terres « socialement responsable »** (RAI) en collaboration avec la FAO, le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et la Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement (CNUCED). Ces sept principes sont formulés de façon à apparaître raisonnables et persuasifs, alors qu'il n'en est rien. Le transfert de terres des communautés locales vers les grandes sociétés dans le but de produire des monocultures industrielles destinées à l'exportation **ne créeront jamais de situation favorable pour les communautés, ni pour la souveraineté alimentaire**.

Une initiative de la FAO pour réglementer le mode de propriété des ressources naturelles

Dans ce contexte d'accaparement des terres et de crise alimentaire, **l'accès aux terres et aux ressources naturelles devient plus que jamais une préoccupation**. L'initiative actuelle de la FAO d'élaborer des *Directives volontaires sur le mode de propriété des terres et des ressources naturelles* fournirait un cadre de travail que les États pourraient utiliser pour formuler des stratégies, concevoir des politiques ou des législations. Le Comité International de Planification (CIP) des ONG pour la souveraineté alimentaire et le FIAN appuient la participation de la société civile au processus de la FAO et organisent des consultations spécifiques avec les femmes, les peuples indigènes et autochtones, les petits pêcheurs, les paysans et sans terre, les communautés d'habitants de la forêts, les pasteurs nomades et les populations défavorisées des villes. Le document final sera disponible en octobre 2010 ; mais pour que ces directives puissent être acceptées, **il faut qu'elles soient obligatoires** pour tous les

pays. Les mouvements de la société civile appellent également à un changement d'approche concernant la terre et les ressources naturelles ; ils déclarent qu'il est urgent que **les droits collectifs sur les ressources naturelles et les territoires** soient reconnus par des législations à devers niveaux (****). En 2006, la FAO a organisé la Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural (CIRADR). L'initiative actuelle de la FAO est dans la lignée de cette conférence. **La déclaration finale** de cette conférence, signée par 92 gouvernements, **a reconnu des éléments de la lutte des paysans et paysannes pour la souveraineté alimentaire**, dont le besoin de soutenir les exploitations traditionnelles et familiales, la redistribution des terres et autres ressources agraires, la nécessité d'instaurer des politiques agricoles plus équitables au profit des peuples, l'importance des marchés locaux et nationaux et le rôle des organisations paysannes dans la définition des politiques agricoles (www.ciradr.org). La FAO et les autres institutions internationales **devraient tenir compte des résultats de la Conférence et remettre en cause l'ensemble des politiques et pratiques qui vont dans le sens opposé**, comme cette nouvelle vague d'accaparement des terres. Partout sur la planète, les mouvements sociaux et la société civile résistent et dénoncent l'accaparement des terres !

(*) GRAIN, (**) FIAN, (***) The inverse relationship between farm size and output (Le rapport inverse entre la taille de l'exploitation et son rendement), (****) CPI. Pour en savoir plus, consultez la section Lisez, regardez, écoutez et partagez.

Un vaste regroupement d'organisations de la société civile a rédigé un appel international à mettre un frein immédiat à l'accaparement des terres !

À lire et faire circuler sur <http://farmlandgrab.org/12200>

L'accaparement des terres constitue une violation des droits économiques, sociaux et culturels. Il détruit les modes de vie, réduit la place des politiques agricoles destinées aux paysans et paysannes. De plus, il produit une distorsion des marchés en faveur des intérêts de l'agro industrie et du commerce mondial, des secteurs qui connaissent une concentration grandissante. L'accaparement des terres va à l'encontre de la production durable par les paysans/petits propriétaires de cultures destinées aux marchés locaux et nationaux. L'accès aux terres des petits producteurs, femmes et hommes, **représente le moyen de se sortir de la pauvreté** dans les nombreuses zones rurales de la planète où la faim est endémique. L'accaparement des terres accélérera la destruction des écosystèmes et la crise climatique à cause des monocultures industrielles auxquelles destinées un grand nombre de ces terres « acquises ».

Appel à l'action: interdisons l'accaparement des terres !

L'ordre du jour de la prochaine rencontre du **Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CFS), qui se tiendra à Rome du 11 au 14 octobre 2010, inclut un tour de table sur les politiques en matière de régimes fonciers et les investissements internationaux dans l'agriculture. Y seront discutées les Directives volontaires sur le mode de propriété des terres** de la FAO et les **principes sur les investissements responsables agricoles** (ou RAI) promus par la Banque mondiale. Ce sera l'occasion de voir si un CFS réformé pourra effectivement apporter des réponses en termes de politique internationale à l'un des enjeux les plus cruciaux pour notre époque !

Envoyez une lettre au ministère de votre pays mandaté pour représenter votre gouvernement à la FAO (il s'agit généralement du ministère de l'Agriculture) avec copie à l'ambassadeur de votre pays auprès de la FAO en leur demandant d'interdire l'accaparement des terres.

<http://www.fian.org/news/news/ban-land-grabbing-call-to-action>

Réformes agraires en quelques étapes

1950-1960 Des réformes agraires conduites par les États – Après la Seconde Guerre mondiale, de nombreux pays ont mené des réformes agraires. Pour certains d'entre eux, dont le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, la Chine et Cuba, ce fut un succès. Et pour d'autres, la réforme agraire s'est soldée par un échec cuisant, d'autant plus lorsque ces « réformes » n'ont attribué que des terres de piètre qualité aux familles pauvres et n'ont pas été accompagnées de politiques agricoles favorables.

1980- 1990 Des réformes agraires conduites par la Banque mondiale dans une logique de marché – Depuis les années 1980, la Banque Mondiale orchestre la promotion de réformes agraires complètes, en défendant par exemple des politiques visant à attribuer des titres de propriété aux terres, en facilitant la mise en place de marchés d'achat/vente de terres et le soutien au crédit « agricole » pour les achats de terres par les paysans pauvres. Cette intervention reposant sur les marchés n'offre pas de réelle solution et dans bien des cas entraîne de nouvelles pertes de terres et des conflits fonciers.

De 1990 à aujourd'hui Des réformes agraires issues du peuple – Les mouvements de sans terre introduisent la question de la réforme agraire dans les débats de politique nationale et internationale. En dépit d'être criminalisés en permanence par les gouvernements, ces mouvements grandissent rapidement autour du monde. On en retrouve au Brésil, Paraguay, en Bolivie, au Honduras, au Nicaragua, en Afrique du Sud, au Zimbabwe, en Indonésie, en Thaïlande, en Inde et dans d'innombrables autres pays.

Durant le Sommet mondial de l'Alimentation de **1996, La Via Campesina** a introduit dans le débat public le concept de **Souveraineté alimentaire**, en défendant une alternative aux politiques néolibérales (www.viacampesina.org). Dès lors, ce concept est devenu un enjeu majeur des débats internationaux sur l'agriculture. On ne pourra parvenir à la **Souveraineté alimentaire** que par de réelles **réformes agraires redistributives !**

Informations issues de la page web:
<http://www.landaction.org/display.php?article=422>

L'écho des campagnes

Les évictions foncières chassent les petits producteurs de leurs régions

L'an dernier, le gouvernement libyen a cédé 100 000 hectares (ha) de terres publiques à la société libyenne MALIBYA. La Lybie **accapare des terres afin de garantir sa propre sécurité alimentaire**. Dans la même région, un autre lot de 100 000 ha de terres agricoles a été cédé au groupe TOMOTA. Cette entreprise multinationale fait pousser du **jatropha pour le marché des agrocarburants**. A la suite de ces accords de cession de droits fonciers, **de nombreux petits paysans et paysannes ont été chassés de leurs terres**.

Antoinette Dembélé est l'une d'entre eux, lisez son témoignage à l'adresse:
<http://farmlandgrab.org/7483>

Les peuples nomades luttent pour leur survie et la perpétuation de leur mode de vie

Taghi Farvar est un nomade des tribus Shahsevens en Iran, et il est le Secrétaire Général de l'Alliance mondiale de peuples autochtones mobiles (World Alliance of Mobile Indigenous Peoples - WAMIP). Lors de la Consultation régionale pour l'Europe, l'Asie centrale et l'Asie occidentale à propos des "Directives volontaires pour améliorer la gouvernance de la tenure des terres et des autres ressources naturelles" de la FAO, il a été interviewé par Radio Mundo Real. Farvar a défendu avec ferveur l'accès aux ressources naturelles à la terre: "La conservation de la nature et des ressources naturelles est **essentielle** pour les peuples nomades à travers le monde, car de cette manière **ils protègent leur propre mode de vie**. Ce qui caractérise les peuples nomades c'est leur mobilité(...).

Souvent d'autres personnes débarquent et se disent, « Cette terre est abandonnée, occupons-la. » (...) Les gouvernements, les entreprises privées ou bien l'armée débarquent et dévorent la terre des nomades. **Les entreprises multinationales** sont probablement **parmi les pires fléaux pour nous**, car elles veulent toujours s'accaparer plus et plus de terres, et les nomades perdent leurs moyens de subsistance car ces terres font partie de leur territoire. **Le concept de territoire est très important pour les peuples autochtones**, mais surtout pour les peuples mobiles, car ils détiennent des droits coutumiers sur ces terres, **mais les autres acteurs ne reconnaissent pas ces droits**". Sur la question de l'accaparement des terres, il a déclaré: "**De nombreux gouvernements accaparent des terres, (...) il les prennent à la population sans offrir la moindre compensation et sans aucun accord préalable**, puis ils donnent ces terres à des multinationales ou bien à d'autres personnes, qui voient la terre comme un moyen de spéculation économique, par exemple à travers la production d'agrocarburants." Mais il conclut: "Dans mon pays, en Iran, nous avons encore 700 tribus nomades, qui pratiquent la migration saisonnière du bétail. **Elles sont entrain de s'unir afin de défendre leurs droits et leur mode de vie!**"

Pour en savoir plus en écouter l'interview en Espagnol, connectez vous sur:
<http://www.wamip.org/> et <http://www.radiomundoreal.fm/Vivir-la-sustentabilidad>

Le Monde en paroles

Au Forum Social Américain, les mouvements sociaux luttent pour de vrais changements!

Du 11 au 15 août, 10 000 activistes se sont réunis à Asunción au Paraguay pour prendre part au IVème Forum Social des Amériques. Le forum a demandé aux mouvements sociaux de renforcer les efforts pour la **souveraineté des peuples**: souveraineté alimentaire, souveraineté énergétique et sur les ressources naturelles, ainsi que la souveraineté des femmes sur leurs propres vies. Les mouvements sociaux des peuples indigènes demandent que les gouvernements tiennent leurs promesses. Au Venezuela, en Bolivie, en Équateur - ainsi qu'au Brésil et en Argentine - les peuples encouragent leurs leaders à prendre leurs distances avec le système néolibéral et à accélérer de manière concrète le processus vers un nouveau modèle égalitaire et durable.

Plus d'infos: <http://www.forosocialamericas.org/>
Pour lire la déclaration finale: <http://lvcsouthasia.blogspot.com/>

“Faire du sel” au Forum des États-Unis de Detroit

Il y a plus d'un demi-siècle, le Mahatma Gandhi a conduit des milliers d'Indiens jusqu'à la mer pour **faire leur propre sel** - au mépris du monopole de l'Empire Britannique sur cette ressource si importante. Cette action marqua le début de la fin de la domination Britannique en Inde. Au forum social des États-Unis, qui s'est déroulé à Detroit du 22 au 26 juin, le mouvement alimentaire américain a déclaré être prêt à “faire du sel” à son tour. Un meilleur système alimentaire doit **chercher à obtenir la souveraineté alimentaire contre les monopoles qui dominent les systèmes alimentaires** avec la complicité des gouvernements. Le combat pour la souveraineté alimentaire au États-Unis est intimement **lié au combat pour les droits des travailleurs, des immigrants et le droit des femmes, à la lutte contre le racisme** au sein des communautés, et à la lutte pour la **souveraineté des communautés indigènes**. Dans le but de créer un meilleur système alimentaire, il faut mettre fin au contrôle des semences, de l'eau, de la terre, et des ressources naturelles par les multinationales.

Plus d'infos: <http://www.foodfirst.org/en/node/3001>

Le long combat des producteurs laitiers Européens!

Des milliers de producteurs de lait de nombreux pays Européens ont manifestés à Bruxelles pendant une séance du Conseil Européen des Ministres de l'Agriculture le 12 juillet. **Depuis la mi-2008, le marché des produits laitiers s'est détérioré de manière dramatique**; la décision de l'Union Européenne en 2003 de supprimer les quotas laitiers en 2015 ainsi que la chute du prix du lait ont eu un effet dévastateur sur les revenus des producteurs laitiers. **Cette situation a provoqué de très nombreuses protestations**. Les producteurs de lait luttent pour des prix justes, une gestion des stocks par le secteur public et pour la fin des pratiques de “dumping” de l'Union Européenne...

Pour plus d'informations:
<http://www.eurovia.org/spip.php?article342&lang=en>

Des paysans résistent à l'accaparement des terres en Uttar Pradesh

Un rassemblement très important de producteurs à l'initiative du syndicat paysan indonésien BKU (Bhartiya Kisan Union) a eu lieu dans le village de Tappal en Uttar Pradesh le 20 août 2010. Ce fût le point d'orgue du mouvement de protestation des producteurs de la région en opposition à l'injuste accaparement des terres par le gouvernement pour “Jaypee industries”. La terre sera utilisée pour construire la voie express Yamuna ainsi que pour la construction de différents projets immobiliers privés. La demande principale la plus urgente des paysans est l'augmentation des montants des compensations. Plus de 15 000 producteurs ont pris part au rassemblement, certains venant de l'autre bout du pays.

L'accaparement de terres cultivables est un problème majeur en Inde, son territoire étant la proie d'une vague d'accaparement de terres pour des projets de développement privés.

Pour rester informé sur la situation:
<http://lvcsouthasia.blogspot.com/>

**Notre prochain bulletin traitera du Changement Climatique!
Envoyez vos contributions - articles, photos, interviews -
à info@nyeleni.org avant le 10 Octobre!**

A lire, à voir, à écouter et à partager

- Pour rester informé sur l'accaparement de terres, consulter ce blog <http://farmlandgrab.org/>
- Pour plus d'informations sur la question des terres, consulter le site “The Land Research Action Network” <http://www.landaction.org/spip/?lang=en>
- Pour écouter la retransmission intégrale de la consultation régionale de l'OSC, consulter ce site <http://www.radiomundoreal.fm/Consulta-Regional-de-OSC-para-la>
- Pour participer à l'appel de l'action “Interdire l'accaparement des terres!” <http://www.fian.org/news/news/ban-land-grabbing-call-to-action>
- Pour d'autres rapports et plus de références, consulter www.nyeleni.org

**Personne ne vend la terre où marche son Peuple.
Tashunka Witko, 1840–1877**